

VILLE DE
Saint-malo
Centre Communal
d'Action Sociale

EXTRAIT : QUESTION N° 02

Des délibérations du Conseil d'Administration

Du Centre Communal d'Action Sociale

De la Ville de Saint-Malo

Affiché le 12 mai 2025

Séance du 28 avril 2025, à 18H30

Nombre d'Administrateurs en exercice : 16

Nombre de pouvoirs : 0

Nombre d'Administrateurs présents : 13

Quorum : 8

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 23 avril 2025

Membres présents : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Monsieur LAMBERT – Madame DANINO-SOISSON – Madame KRAUSS – Madame MOREAU – Madame LEGAGNE (Q.3 à Q.9) – Madame GERVAIS – Monsieur HEISSAT – Monsieur LEFILLEUL – Madame MERCIER – Madame VEYRIER.

Absents, excusés et pouvoirs : Madame CRANCE – Madame LEGAGNE (Q.1 à Q.2) – Monsieur CANNEVA – Madame GUERIN.

Président : Monsieur LURTON

Secrétaire : Monsieur THIERRY

DIRECTION CCAS

02- BUDGET PRINCIPAL & BUDGET ANNEXE INSERTION
Compte administratif 2024

Le compte administratif 2024 comprend le budget principal et quatre budgets annexes.

Le budget principal et le budget du service insertion sont présentés successivement. Les budgets des établissements sociaux et médico-sociaux, SAAD, foyers logements et du service soutien aux familles font l'objet d'une présentation distincte.

BUDGET PRINCIPAL CCAS

SOLDES DE L'EXECUTION BUDGETAIRE - COMPTE ADMINISTRATIF 2024

Dépenses et recettes totales (réelles + ordre)

	DEPENSES	RECETTES	SOLDES
<i>Fonctionnement</i>	3 270 018,37	3 666 775,53	396 757,16
<i>Investissement</i>	43 304,58	207 990,72	164 686,14
<i>TOTAL BUDGET</i>	3 313 322,95	3 874 766,25	561 443,30

Le tableau ci-dessous précise le niveau de réalisation des **dépenses et recettes réelles (hors résultats reportés)**.

	Crédits 2024	Réalisations 2024	Taux de réalisation
<i>INVESTISSEMENT</i> <i>Dépenses réelles</i>	108 266,00	42 674,58	39,42 %
<i>Recettes réelles</i>	9 391,80	9 391,39	99,99 %
<i>FONCTIONNEMENT</i> <i>Dépenses réelles</i>	3 538 461,00	3 231 863,24	91,34 %
<i>Recettes réelles</i>	3 289 820,11	3 376 134,64	102,62 %

Le compte administratif 2024 du budget principal du Centre Communal d'Action Sociale se présente de la manière suivante :

Section de fonctionnement

I- LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

1. Structure

On les regroupe en cinq masses budgétaires :

	CA 2023	CA 2024	% évolut°
<i>Dépenses de gestion des services</i>	3 524 065,53	3 225 822,62	-8,46
<i>Charges financières</i>	926,86	5 940,62	540,94
<i>Charges exceptionnelles</i>	20,00	0,00	-100,00
<i>Dotations provisions semi-budgétaires</i>	0,00	100,00	n.s.
Dépenses réelles	3 525 012,39	3 231 863,24	-8,32
<i>Opérations d'ordre</i>	34 508,97	38 155,13	10,57
TOTAL	3 559 521,36	3 270 018,37	-8,13

2. Détail des dépenses

a) Les dépenses de gestion des services

Ce sont celles qui permettent le fonctionnement normal des services du Centre Communal d'Action Sociale.

	CA 2023	CA 2024	% évolut°
<i>Charges à caractère général</i>	162 134,74	148 634,04	-8,33
<i>Charges de personnel</i>	2 776 894,36	2 506 361,37	-9,74
<i>Autres charges de gestion courante</i>	585 036,43	570 827,21	-2,43
TOTAL	3 524 065,53	3 225 822,62	-8,46

- Les charges à caractère général : **148 634,04 €**
Elles comprennent les fournitures et achats divers, les frais de maintenance, les assurances, des prestations, etc. des services du CCAS pour leur fonctionnement quotidien. La diminution constatée en 2024 (-8,33%) est principalement liée aux dépenses d'entretien des bâtiments et des véhicules qui ont été moins importantes en 2024 (-16,30%). D'autres dépenses comme l'affranchissement ou les frais de formation et de mission des agents (- 5 500€) ont connu une baisse par rapport à 2023.
- Les charges de personnel : **2 506 361,37 €**
Elles représentent 76,65% des dépenses totales de fonctionnement. Les charges de personnel diminuent de 9,74% en 2024 pour plusieurs raisons :
 - Certaines dépenses exceptionnelles en 2023 n'ayant pas été reconduites en 2024 : le rattrapage sur plusieurs années des validations de services et du SEGUR (2022 et 2023) ;

- L'assurance du personnel : compte tenu de leurs modalités de calcul assises sur l'année N-1, les cotisations 2023 prenaient encore en compte les agents transférés à la Ville le 1^{er} janvier 2023. Ces cotisations ont donc fait l'objet d'un remboursement en 2024 pour la part petite enfance ;
- Le coût de la mutualisation : la base de calcul suite au changement de périmètre du CCAS a été modifiée en 2024.

Par ailleurs, d'autres éléments ont concouru à la hausse des charges de personnel : les avancements d'échelons, l'attribution de 5 points d'indice supplémentaires au 1^{er} janvier 2024 et la prise en charge de la prévoyance des agents.

- Les autres charges de gestion courante : **570 827,21 €**
Ce chapitre comprend notamment les subventions à caractère social, dont le montant s'élève à 506 570 € pour l'année 2024. Il comprend également la subvention versée au Comité des Œuvres Sociales (qui varie chaque année), ainsi que les aides sociales et les droits d'usage des logiciels.

	CA 2023	CA 2024	% évolut°
<i>Participations et subventions</i>	512 756,55	512 830,33	0,01
<i>Aides versées</i>	47 242,25	47 427,94	0,39
<i>Droits d'utilisation des logiciels</i>	8 004,10	9 580,78	19,70
<i>Frais de missions des membres du CA</i>	0,00	0,00	n.s.
<i>Pertes sur créances irrécouvrables</i>	0,00	987,76	n.s.
<i>Neutralisation des rattachements</i>	16 999,18	0,00	n.s.
<i>Régularisations des arrondis du PAS</i>	34,35	0,40	-98,84
TOTAL	585 036,43	570 827,21	-2,43

En 2023, des rattachements ont été effectués pour toutes les recettes 2022 non encore perçues pour la petite enfance. Ces recettes ont été surestimées pour les produits des services, des écritures de neutralisation ont donc dû être passées.

Les pertes sur créances irrécouvrables concernent le service de la petite enfance lorsque celui-ci était géré par la CCAS (impayés d'avant 2023).

b) Les charges financières **5 940,62 €**
Elles comprennent :

	CA 2023	CA 2024	% évolut°
<i>Intérêts des emprunts</i>	0,00	0,00	n.s.
<i>Intérêts de la ligne de trésorerie</i>	926,86	5 940,62	540,94
TOTAL	926,86	5 940,62	540,94

Les intérêts de la ligne de trésorerie ont augmenté en raison de tirages plus importants auxquels s'ajoute une hausse des taux d'intérêts.

c) Les charges exceptionnelles

	CA 2023	CA 2024	% éolut°
<i>Titres annulés (exercices antérieurs)</i>	20,00	0,00	-100,00
<i>Subventions exceptionnelles</i>	0,00	0,00	n.s.
<i>Autres charges exceptionnelles</i>	0,00	0,00	n.s.
TOTAL	20,00	0,00	-100,00

d) Les opérations d'ordre de transfert entre les sections

38 155,13 €

Elles sont constituées par la dotation aux amortissements.

II- LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

1. Structure des recettes

On distingue huit groupes de recettes :

	CA 2023	CA 2024	% éolut°
<i>Produits des services</i>	341 732,81	360 294,75	5,43
<i>Dotations et participations</i>	854 335,96	838 502,93	-1,85
<i>Subvention d'équilibre</i>	1 330 000,00	1 516 000,00	13,98
<i>Autres produits</i>	516 400,09	581 352,38	12,58
<i>Atténuations de charges</i>	52 681,37	79 712,75	51,31
<i>Reprises provisions semi-budgétaires</i>	0,00	271,83	n.s.
Recettes réelles	3 095 150,23	3 376 134,64	9,08
<i>Opérations d'ordre</i>	630,00	630,00	0,00
<i>Excédent reporté</i>	753 752,02	290 010,89	-61,52
TOTAL	3 849 532,25	3 666 775,53	-4,75

2. Détail des recettes

a) Les produits de services

360 294,75 €

	CA 2023	CA 2024	% éolut°
<i>Prestations de services</i>	1 724,80	510,00	-70,43
<i>Versement du 1/3 concessions cimetières</i>	68 054,54	75 745,00	11,30
<i>Remboursement mise à dispo. de personnel</i>	271 953,47	284 039,75	4,44
TOTAL	341 732,81	360 294,75	5,43

Le remboursement des charges de personnel comprend en 2024 principalement du personnel mis à disposition de la Direction de la Famille et des budgets annexes.

b) Les dotations et participations (hors subvention Ville)

Elles comprennent les subventions suivantes :

	CA 2023	CA 2024	% évolut°
<i>Recettes supérieures aux rattachements et/ou reliquats recettes non prévues Petite enfance</i>	37 582,34	17 761,00	n.s.
<i>Programme de Réussite Educative (PRE)</i>	78 600,00	74 207,00	-5,59
<i>Dispositif accueil partenarial des moins de 3 ans</i>	25 545,00	35 000,00	37,01
<i>CLIC</i>	106 784,00	110 731,00	3,70
<i>Solidarité – aides alimentaires</i>	5 000,00	5 000,00	0,00
<i>Point santé</i>	49 750,00	40 250,00	-19,10
<i>Maison France Services</i>	35 000,00	40 000,00	14,29
<i>Subventions à reverser aux associations</i>	515 000,00	515 000,00	0,00
<i>F.C.T.V.A.</i>	1 074,62	553,93	-48,45
TOTAL	854 335,96	838 502,93	-1,85

Globalement, les dotations et participations diminuent de 1,85 % puisque les dernières régularisations des recettes de la petite enfance sont moins importantes en 2024 (le service a été transféré le 1^{er} janvier 2023).

Les principales évolutions des autres participations s'expliquent de la manière suivante :

- Le dispositif d'accueil partenarial des moins de 3 ans : le solde 2023 de la CAF qui a été rattaché et donc perçu en 2024 a été supérieur au rattachement ; celui-ci est lié à l'activité du service ;
- CLIC : augmentation de la participation de la « Conférence des financeurs » pour soutenir des projets dont le soutien psychologique et le groupe de parole des aidants ;
- Solidarité – aides alimentaires : subvention exceptionnelle de l'Etat visant à lutter contre la précarité alimentaire ;
- Point Santé : d'une part l'ARS a augmenté sa participation mais d'autre part la subvention de SMA est imputée à partir de 2024 au chapitre 75 (d'où cette diminution au chapitre 74 pour cette action) ;
- Maison France Services : la participation de l'Etat pour financer le fonctionnement de ce service a augmenté de 5 000 € en 2024.

c) La subvention de la Ville

1 516 000,00 €

Elle représente 41,34 % des recettes totales.

Avant le transfert de la petite enfance à la Ville en 2023, l'excédent était principalement constitué par l'activité de la petite enfance. En 2024 cet excédent a donc diminué, il est alors nécessaire d'augmenter la subvention de la Ville pour équilibrer le budget.

d) Les autres produits

581 352,38 €

Ils proviennent de :

- Loyers 36 218,01 €
- Libéralités reçus 9 472,74 €
- Divers remboursements 458 114,50 €
 - o Par le Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine d'une partie des salaires des agents du service insertion (269 970 €) ;
 - o Par les budgets annexes (188 144,50 €).
- Subvention de SMA pour le point santé 13 250,00 €
- Régularisations des arrondis du PAS (Prélèvement à la source) 2,46 €
- Divers produits 29,81 €

- Produits financiers
- Mandats annulés sur exercices antérieurs

Ce montant élevé provient principalement des remboursements de la cotisation 2023 de l'assurance du personnel pour la part de la petite enfance et de la CNRACL suite à une erreur concernant des validations de services en 2023.

e) Les atténuations de charges **79 712,75 €**

Elles correspondent principalement au remboursement des indemnités journalières du contrat « assurance du personnel » ou de la caisse primaire d'assurance maladie.

f) Reprise provisions semi-budgétaires **271,83 €**

Cette recette est une reprise sur la provision constituée pour les créances douteuses.

g) Les opérations d'ordre de transfert entre sections **630,00 €**

Cette recette concerne l'amortissement d'une subvention d'équipement.

h) L'excédent 2023 reporté **290 010,89 €**

La section de fonctionnement dégage un excédent de 396 757,16 € en 2024.

Section d'investissement

III- LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

1. Structure des recettes d'investissement

	CA 2023	CA 2024
Recettes d'équipement	0,00	0,00
Recettes financières (FCTVA)	30 503,72	9 391,39
Recettes financières-Excédent fonc. capitalisé	0,00	0,00
Recettes réelles	30 503,72	9 391,39
Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00
Opérations d'ordre entre sections	34 508,97	38 155,13
Opérations patrimoniales	5 527,34	0,00
Recettes d'ordre	40 036,31	38 155,13
Sous-total	70 540,03	47 546,52
Excédent n-1 reporté	157 176,48	160 444,20
TOTAL	227 716,51	207 990,72

2. Détail des recettes d'investissement

a) Les recettes d'équipement

En 2023 et en 2024, l'excédent reporté a permis d'équilibrer la section d'investissement sans subvention de la Ville.

b) Les recettes financières

Elles correspondent au :

- FCTVA (9 391,39 €) qui est une compensation de la charge de TVA supportée sur les dépenses réelles d'investissement.

En 2024 le FCTVA est calculé sur la base des dépenses de 2023.

Cette recette a diminué puisque le service petite enfance avec ses bâtiments a été transféré à la Ville le 1^{er} janvier 2023, les dépenses d'investissement ont donc diminué.

c) Les opérations d'ordre entre sections

Elles comprennent la dotation aux amortissements (38 155,13 €).

d) les opérations patrimoniales

En 2023 ces écritures d'ordre ont été passées pour régulariser l'inventaire suite à un don en nature d'une valeur de 5 527,34 €.

Pas d'écriture en 2024.

e) L'excédent 2023 reporté

160 444,20 €

IV- LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

1. Structure des dépenses d'investissement

	CA 2023	CA 2024
<i>Dépenses d'équipement</i>	60 514,97	42 674,58
<i>Dépenses financières</i>	600,00	0,00
<i>Dépenses réelles</i>	61 114,97	42 674,58
<i>Opérations d'ordre entre sections</i>	630,00	630,00
<i>Opérations patrimoniales</i>	5 527,34	0,00
<i>Dépenses d'ordre</i>	6 157,34	630,00
<i>Sous-total</i>	67 272,31	43 304,58
<i>Déficit n-1 reporté</i>	0	0
<i>TOTAL</i>	67 272,31	43 304,58

2. Détail des dépenses d'investissement

a) Les dépenses d'équipement

Elles concernent :

- L'acquisition de logiciels, matériels informatiques, véhicules, mobiliers et autres matériels des différents services pour un total de **27 440,59 €** et se répartissent par direction :
 - o Direction CCAS 21 838,72 €
 - o Direction Solidarités & Santé 5 601,87 €
 - o Direction Autonomie & Inclusion 0,00 €
- Les études et travaux d'aménagement ou d'amélioration du patrimoine du CCAS pour **15 233,99 €**, dont :
 - o Le siège du CCAS 9 184,72 €
 - o Le foyer d'accueil d'urgence 6 049,27 €

b) Les dépenses financières

- La dette a été transférée à la Ville le 1^{er} janvier 2023 (elle concernait la Maison de la Famille), le remboursement du capital est donc assuré par la Ville.

c) Les opérations d'ordre de transfert entre sections

- Amortissement d'une subvention d'équipement : 630 €

d) les opérations patrimoniales

En 2023 ces écritures ont été passées pour régulariser l'inventaire suite à un don en nature d'une valeur de 5 527,34 €.

Pas d'écriture en 2024.

Le montant des restes à réaliser au 31/12/2024 à reporter au budget supplémentaire 2025 est en dépenses de 5 776,04 €.

La section d'investissement dégage un excédent de 164 686,14 € en 2024.

BUDGET ANNEXE – SERVICE INSERTION

	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
FONCTIONNEMENT	294 009,42	306 285,22	12 275,80

I- LES DEPENSES

Elles se répartissent comme suit :

	CA 2023	CA 2024
<i>Actions collectives</i>	8 983,71	8 268,10
<i>Aides individuelles</i>	15 882,02	15 771,32
<i>Charges de gestion courante</i>	268 485,00	269 970,00
TOTAL	293 350,73	294 009,42

Les charges de gestion courante concernent le remboursement au budget principal du CCAS d'une partie des dépenses liées aux charges de personnel.

II- LES RECETTES

	CA 2023	CA 2024
<i>Participation du Conseil Départemental pour l'accompagnement des bénéficiaires du RSA.</i>	291 636,00	293 094,00
<i>Excédent n-1 reporté</i>	14 905,95	13 191,22
TOTAL	306 541,95	306 285,22

La section de fonctionnement dégage un excédent de 12 275,80 € en 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

**Le Conseil d'Administration,
Après avoir délibéré,**

APPROUVE

- Le compte administratif de l'exercice 2024 – budget principal CCAS
- Le compte administratif de l'exercice 2024 – budget annexe SDI

DECIDE

D'affecter les résultats 2024 de fonctionnement et d'investissement au budget supplémentaire 2025, tels que proposés :

Budget principal CCAS :

- | | |
|---|---------------------|
| - CCAS - Excédent de fonctionnement reporté (002) | 396 757,16 € |
| - CCAS - Excédent d'investissement reporté (001) | 164 686,14 € |

Budget annexe – Service Insertion :

- | | |
|--|--------------------|
| - Service insertion - Excédent de fonctionnement reporté (002) | 12 275,80 € |
|--|--------------------|

AUTORISE

Le Président ou la Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

ADOpte

Par 11 voix POUR

Monsieur Gilles LURTON, Président, sort de la salle et ne prend part ni aux débats, ni au vote.

**Par délégation,
La Vice-Présidente,**



**Sophie LEPRIZÉ
Adjointe au Maire**